

Les nouveaux cahiers de doléances

À la recherche de l'hétéronomie politique

Bruno Latour

L'occasion du « *grand débat national* » est trop belle pour qu'on ne s'en saisisse pas pour sortir des ornières où l'on maintient d'habitude les consultations publiques. Le parallèle avec l'épisode prérévolutionnaire de l'écriture des « *cahiers de doléances* » est à la fois inévitable et trompeur. Pour qu'il soit fécond, il faudrait pouvoir renouer deux fils qui semblent être tout à fait rompus : comment *la parole politique* peut-elle se remettre en mouvement ? Une fois remise en mouvement, comment pourrait-elle composer la *chose publique* ? Sans ces deux éléments, tout « *débat national* » est quelque peu prématuré puisque la France se trouve aux prises, grâce aux Gilets jaunes, à la première grande crise du « *nouveau régime climatique*¹ ». On a mis la charrue avant les bœufs en voulant débattre du choix de solutions, alors que personne, du haut en bas de l'échelle, n'a la plus petite idée sur comment extraire nos sociétés de l'impasse sociale et écologique dans laquelle elle se trouve placée.

1 - Voir Bruno Latour, *Face à Gaïa. Huit conférences sur le nouveau régime climatique*, Paris, La Découverte, 2015.

D'abord, remettre en mouvement la parole politique

Plus on lit les contributions des « *cahiers de doléances* » offerts dans les mairies pour tenter de canaliser les Gilets jaunes, plus on mesure la distance avec les cahiers du même nom qui ont précédé, en 1789, la réunion des états généraux. Mais on mesure aussi la distance avec les *nouveaux cahiers de doléances* qu'il faudrait apprendre à rédiger en tirant tout le parti possible d'un débat si mal emmanché. Cela demanderait d'abord de résoudre une crise d'extrême *dépolitisation*.

Cette dépolitisation peut se résumer par une phrase cruelle : des muets tentent de s'adresser à des sourds. Ni le « *peuple* » ne semble capable d'articuler des positions politiques compréhensibles par le gouvernement ; ni le « *gouvernement* » ne semble capable de se mettre à l'écoute d'une revendication quelconque. Le sentiment de désespoir vient de ce double blocage à *l'émission* comme à *la réception*. Tout se passe comme si s'était bloquée la soufflerie capable de produire l'esprit politique d'une nation entière. Il ne semble pas que l'on n'ait jamais atteint, en France, une situation de si profond mutisme au milieu d'un tel flot de paroles. On voit des foules essayer de se parler, on voit l'État tenter de les faire rentrer dans un moule traditionnel, mais, en tout cas pour l'instant, on a l'impression d'un film dont on aurait coupé le son.

C'est qu'il existe un malentendu ancien sur ce que l'on entend par s'exprimer politiquement. Il serait commode de distinguer le *contenu* d'une expression politique, du *mouvement* ou, si l'on veut, de l'esprit par lequel elle est émise. On peut entendre des millions de gens proférer des énoncés à contenu politique (« *L'ordre républicain doit être maintenu* », « *Macron démission* », « *Augmentons le SMIC à 1 500 euros* », « *Non à la chienlit* », etc.), sans que pour autant ces énoncés soient proférés, poussés, émis, dirigés *politiquement*. Autrement dit, entre l'adjectif « *ce que je dis est profondément "politique"* » et l'adverbe « *ce que je dis, je le dis "politiquement"* », il existe un abîme immense.

Ce qui explique que l'on peut avoir l'impression d'une vie politique intense, comme en ce moment, sous prétexte que se croisent, dans l'espace médiatique, des dizaines de millions de propos à *contenu* politique, alors même que, du point de vue du *mouvement* politique, on a l'impression d'un épais silence. C'est ce paradoxe de richesse apparente

et de disette qui explique la brutalisation des proférations actuelles : ce que disent les membres du gouvernement risque d'être aussi vide de politique-mouvement que ce que répètent les membres du « *peuple* », alors que tous ont le sentiment de s'exprimer légitimement, authentiquement – sans pour autant être entendus, encore moins compris. De quoi être enragé en effet, au point de se mettre à vouloir casser du flic ou de se décider à balancer un bon coup de matraque.

L'origine de cette rage semble provenir de la croyance que des gens, simplement parce qu'ils ont un cerveau, une voix, une expérience, un sujet de plainte, une fonction, un droit, seraient, *par cela même et spontanément*, capables de dire quelque chose de politiquement pertinent. Mais pour qu'ils soient mis en condition de s'exprimer politiquement, il faut qu'on s'adresse à eux d'une certaine façon, qu'on les secoue, qu'on les déstabilise, qu'on les provoque, qu'on les pousse et qu'on les tire. Il est prudent de supposer que, sauf exception, nous n'avons rien à dire d'intéressant politiquement avant d'être saisi par cette forme si particulière d'injonction politique. Et cela vaut exactement autant pour l'énarque formé à Sciences Po que pour celui qui brûle des palettes sur un rond-point. Aussi bizarre que cela puisse paraître, c'est un certain mouvement des paroles publiques qui fait émerger le citoyen capable de réagir à leur passage. Sans public constitué, pas de sujet politique.

Encore faut-il faire exister ce public². En effet, l'étrange propriété des énoncés politiques, c'est qu'ils ont pour tâche – tâche éminemment provisoire, risquée, fragile – de *produire ceux qui les énoncent* ! D'où l'immense différence entre un énoncé-opinion, qui n'a pas d'autre suite qu'une autre opinion, et un énoncé engagé qui oblige, bouleverse, émeut, met en branle, performe ce résultat étonnant : un *citoyen-capable-d'expression*. Les historiens de la Révolution ont bien montré l'effet de genèse du citoyen et même en partie du peuple français, en réaction à l'injonction par le roi Louis XVI de rédiger des cahiers de doléances, alors qu'en 1788, encore personne n'aurait parié un liard sur la capacité de ce même « *peuple* » à s'exprimer. Le passage de la parole politique redresse celui qu'elle secoue et l'oblige à se mettre sur ses pieds comme s'il était tenu par une autre puissance d'agir qui le force à parler autrement et sur un tout autre ton.

2- John Dewey, *Le Public et ses problèmes* [1927], trad. de l'anglais et préfacé par Joëlle Zask, Paris, Gallimard, coll. « Folio », 2010.

C'est ce que Joël Pommerat a si génialement mis en scène dans sa pièce *Ça ira (1). Fin de Louis*, comme si l'on était encore capable de représenter ce processus au théâtre faute de savoir le reproduire dans la rue³.

Mais qu'est-ce qu'une parole engagée ou engageante par opposition à des paroles qui ressemblent à des clics sur un réseau social ? Pourquoi sont-elles si différentes ? Pourquoi le prix à payer pour les premières est-il si lourd au point qu'elles semblent s'être tout à fait raréfiées ? Mais parce qu'elles ne proviennent aucunement d'un « *moi, je pense avec conviction que* ». Loin de venir des profondeurs de l'individu, elles doivent continuer d'aller à la pêche de ce que *les autres, plus loin dans la chaîne, en feront*. C'est seulement à cette condition que la circulation de ce type si particulier d'expressions peut finir par tisser un ersatz de corps politique en l'absence d'autres formes de solidarité.

Pour parcourir le cercle, peu importe le segment choisi comme point de départ : je reçois une parole qui m'a ébranlé en exigeant de moi que j'énonce une opinion que je renvoie à mon voisin, comme le furet de la chanson, en me préparant à une série de conditions drastiques : a) cette parole ne s'adresse pas anonymement à la cantonade (ou aux internautes), mais à quelqu'un que je peux spécifier, nommer, reconnaître, qu'il soit ami, ennemi ou encore indifférent ; b) je dois me préparer à ce que ce récepteur, qu'il soit ami ou ennemi, conteste, transforme, perturbe, complique, l'énoncé que je lui balance ; c) je dois donc anticiper une *controverse* plus ou moins vive qui, par définition, ne peut se clore par l'appel à un principe supérieur ou à un arbitre extérieur (c'est ce qu'il y a de particulier à la définition moderne de la politique par opposition à toutes les formes de rationalité – savantes, instrumentales, communicationnelles, etc. – qui supposent toutes un niveau supérieur pour trancher) ; d) la clôture sera donc forcément – je dois aussi m'y préparer – une *cote mal taillée* qui ne me satisfera pas plus complètement que ceux qui ont été engagés dans la controverse ; e) la décision bricolée – je dois encore m'y attendre – aura des conséquences bonnes ou mauvaises qu'aucun des protagonistes n'aura voulues ni prévues ; f) ces dérives inévitables de l'action – il faut aussi que je l'accepte d'avance – vont susciter, chez d'autres locuteurs, des réactions plus ou moins virulentes parfois très loin des interactions dont j'étais parti ; enfin, g) ces réactions vont susciter des énoncés qui,

3 - Voir Joël Pommerat, *Ça ira (1). Fin de Louis*, Arles, Actes Sud, 2016.

après un temps plus ou moins long et sous des formes plus ou moins reconnaissables, vont revenir sur moi comme une nouvelle injonction à prendre parti ou à m'exprimer – en m'ébranlant à nouveau.

C'est ce qui explique le caractère *circulaire* de la parole politique. En ce point du segment, on le comprend, la boucle est bouclée : initiateur à un moment *t* de l'énoncé, me voilà soumis, dans mon dos, au retour parfois violent de ce que j'ai « voulu dire » et qui m'oblige, à nouveau, à tout reprendre : « Non, non, ce n'est pas du tout ce que j'ai voulu dire ! » C'est ce qui explique pourquoi la parole politique est si exigeante, si difficile : *elle ne va jamais droit*. Et pourtant, c'est aussi la source de sa puissance. En effet, à force de tourner et de retourner ces exigences diverses, à force de brasser les locuteurs constamment pris et repris par le flux et le reflux des énoncés disputés, à force de pétrir les controverses, de cet étrange mouvement circulaire finit par émerger quelque chose comme un espace, un être, une chose publique. C'est justement son caractère tautologique, cette obligation de toujours parcourir l'ensemble des protagonistes mobilisés par une affaire particulière, qui explique sa capacité – fragile, momentanée – à donner substance à la vie publique, substance toujours quelque peu fantomatique (le public, on le sait, est toujours un fantôme), mais qui semble, ces jours-ci, n'être plus qu'un ectoplasme⁴.

À considérer les sept ou huit points listés plus haut, on mesure facilement l'abîme qui sépare les énoncés cliqués des énoncés producteurs de corps politique. Sans se livrer à un examen de conscience approfondi, il est facile de reconnaître qu'à la question : « *Quand avez-vous vraiment parlé politiquement de quelque chose à des gens avec qui vous êtes en désaccord ?* », beaucoup d'entre nous, hélas, auraient de la peine à pointer une date dans leur calendrier. On comprend aussi qu'émettre un « *moi, je pense que* » avec audace, rage ou violence, n'empêche nullement d'en rester au degré zéro de la politique. On peut même dire que ce type d'expression a pour seule conséquence de défaire, de disperser, d'atomiser encore davantage le corps politique que les énoncés engagés essaient désespérément de faire naître. Quand bien même il y aurait des millions de Français qui expriment avec intensité leurs opinions, s'il s'agit de millions de « *moi, je pense que* », le résultat global sera le simple pullulement de sourds-muets

4-Walter Lippmann, *Le Public fantôme* [1925], trad. par Laurence Decréau, présentation de Bruno Latour, Paris, Demopolis, 2008 (accessible en ligne).

prêts à s'exterminer faute « *de s'entendre* ». Des opinions « *bien arrêtées* » n'ont jamais mis la politique en mouvement !

D'autant que les réseaux sociaux n'ont fait qu'accroître exponentiellement la différence de poids, de prix, d'attitude, d'engagement entre ces deux sens opposés du mot politique. Si le modèle de l'expression est un *clic*, on comprend pourquoi il est devenu si difficile d'imaginer les efforts pour *engager* politiquement ce même énoncé. Mais le mal vient de plus loin ; l'accès à Internet n'a fait qu'accélérer une dérive ancienne : on est passé peu à peu de la recherche de l'autonomie politique – celle qui concernait la société tout entière – à un autre sens de l'autonomie : celle de *l'individu* qui exprime ses *opinions personnelles*. Or, si la tradition politique française est bien armée pour parler de l'autonomie au sens collectif – l'idéal de la République –, elle se trouve totalement perdue si l'on est réduit à faire émerger le collectif à partir des opinions personnelles d'individus éparpillés.

Comment recomposer la chose publique pièce à pièce ?

On oublie toujours à quel point cette situation d'extrême dépolitisation est nouvelle, ce qui explique pourquoi, à l'émission comme à la réception, nous nous trouvons tous si démunis. Jusqu'ici, malgré les discours sur les vertus et les dangers de l'autonomie politique – et Dieu sait qu'ils n'ont pas manqué au cours des deux siècles qui nous séparent de la Révolution –, on savait bien que l'expression des intérêts, l'explosion des passions et la détection des injustices ne reposaient pas seulement sur ces énoncés fragiles. Il existait mille solidarités de famille, de clan, de métier, de production, de syndicats, de religion et, plus récemment, de partis, qui associaient les citoyens et donnaient du poids à l'expression publique. Un tissu conjonctif multiforme, partout répandu dans le corps social, assurait la portance, si l'on peut dire, de ces faibles énonciations et leur donnait une plausibilité qui ne venait pas seulement de la qualité de leur émission. Et comme il en était de même, du côté de la réception, d'innombrables oreilles attentives permettaient, comme on dit, « *de s'entendre* ». Or, aujourd'hui, le tissu conjonctif a si bien disparu qu'il ne

reste que le seul exercice de la parole politique – juste au moment où son exercice est devenu si embarrassé !

C'est la clef du drame actuel. Les individus atomisés par l'extension du néolibéralisme sont vraiment, aujourd'hui, *pour de vrai*, des atomes sans aucun lien entre eux. Pis, les seuls liens qu'ils entretiennent sont ceux des réseaux sociaux, accélération formidable de l'atomisation. Les penseurs de la fondation de la société par elle-même n'avaient jamais imaginé qu'il y aurait un jour où l'on réduirait ce rêve à la seule expression d'un « *moi, je pense que, et je m'y tiens* ». Et pourtant, c'est là l'heureuse surprise : les Français, grâce au mouvement des Gilets jaunes, semblent essayer de parler à nouveau librement de tout ce qui concerne la vie quotidienne. Qu'est-ce donc qui manque pour accrocher toutes ces protestations en une vie publique partagée ?

C'est là que l'expression « *cahiers de doléances* » jette un éclairage crucial et peut servir, sinon de modèle, au moins d'inspiration. D'abord, pour la raison simple qu'en 1789, l'exercice étant nouveau (les états généraux précédents dataient de cent cinquante ans...), l'écriture des cahiers ne pouvait se reposer sur aucune *res publica* préalable : cette chose publique, il fallait la composer, état par état, corporation par corporation, paroisse par paroisse. C'est là le parallèle avec aujourd'hui : devant la crise de l'ancien régime climatique pour laquelle personne n'a de solution toute faite, l'intérêt public doit être à nouveau composé, depuis la base, pixel par pixel, affaire par affaire, impôt par impôt, sujet de préoccupation par sujet de préoccupation, rond-point par rond-point⁵...

Ce qui atténue cependant le parallèle, c'est que le bon roi Louis XVI, en lançant son « *grand débat national* », était obligé d'avouer préalablement son ignorance complète des solutions. Le gouvernement de l'époque acceptait de partager avec son peuple l'étrange incertitude où il se trouvait devant une crise multiforme : « *Aidez-moi, je ne sais pas quoi faire*⁶. » La

5 - Philippe Grateau, *Les Cahiers de doléances, une lecture culturelle*. Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2001.

6 - Lettre du 24 janvier 1789 : « *Nous avons besoin du concours de nos fidèles sujets pour nous aider à surmonter toutes les difficultés où nous nous trouvons, relativement à l'état de nos finances, et pour établir, suivant nos vœux, un ordre constant et invariable dans toutes les parties du gouvernement qui intéressent le bonheur de nos sujets et la prospérité de notre royaume. Ces grands motifs nous ont déterminé à convoquer l'assemblée des États de toutes les provinces de notre obéissance, tant pour nous conseiller et nous assister dans toutes les choses qui nous seront mises sous les yeux, que pour faire connaître les souhaits et les doléances de nos peuples : de manière que, par une mutuelle confiance et par un amour réciproque entre le souverain et ses sujets, il soit apporté le plus promptement possible un remède efficace*

comparaison entre la lettre du roi et celle du président Macron n'est pas forcément à l'avantage de ce dernier... Et pourtant, la transition entre l'ancien et le nouveau régime politique était bien moins douloureuse que la métamorphose à opérer de l'ancien régime climatique vers le nouveau. Les sans-culottes, comme leur nom l'indique, pouvaient changer de société comme de chemise – enfin presque –, alors que nous, c'est la totalité de notre infrastructure matérielle qu'il nous faut révolutionner pour mettre en œuvre la plus petite de nos revendications. Bizarrement, ils étaient beaucoup moins que nous prisonniers de leur passé ! Ce qui rend bien inutile d'essayer de faire revivre en 2019 l'enthousiasme des bonnets phrygiens – ou de se délecter encore au crissement de la guillotine...

C'est en ce point que se pose la question de la composition des cahiers. Et là, le parallèle se brise pour de bon. Il n'existe plus aucun collectif établi capable même de s'assembler pour rédiger un cahier commun voté à l'unanimité. Inutile d'attendre d'un découpage géographique ou administratif l'émergence d'une unité de parole un peu cohérente, comme avait pu l'être jadis une communauté villageoise ou une corporation de métier. Mais c'est justement ce qui rend la tâche de description préalable *encore plus nécessaire* : non seulement les citoyens ne savent pas sur quoi débattre et opiner, mais ils ne savent pas non plus avec qui et, surtout, *contre qui*. C'est là que la reprise de la parole politique doit permettre de dessiner, pour chaque sujet, le collectif *ad hoc* intéressé, concerné par une affaire. Et ces collectifs, par définition, seront tous différents. Accroître la fréquence des trains de telle ville ne peut pas poser le même problème général des transports en commun dans le village d'à côté. La pollution de cette rivière ne prépare en rien à la dépollution de telle autre. Il est impossible que les revendications soient les mêmes de Lille à Marseille et de Brest à Strasbourg. Précisément parce que la modification du cadre matériel de l'existence – et c'est bien ce qui est en jeu – exige de sortir de l'esprit de synthèse dans lequel nous enferment aussi bien les habitudes de l'État que les idées toutes faites des anciens partis, aujourd'hui disparus, qui s'accrochent toujours à leur « *vue d'ensemble* ».

aux maux de l'État, et que les abus de tout genre soient réformés et prévenus par de bons et solides moyens qui assurent la félicité publique. »

En histoire, il n'est jamais bon de commettre d'erreur rétrospective : l'écriture des cahiers de doléances de 1789 ne menait aucunement à la Révolution. On peut même faire l'hypothèse que leur apport a été masqué, détourné par la question révolutionnaire du « *changement de régime* ». Question que, deux siècles après, nous continuons de poser à propos de n'importe quel sujet, par réflexe conditionné, au lieu de nous appliquer à « *l'analyse concrète de la situation concrète* » qui va, dans un premier temps, faire éclater l'unanimité, compliquer l'enquête de chaque affaire, obliger à un engagement différencié, constituer des groupes distincts, bref mouliner enfin de la politique qui ne soit pas des opinions émises à la cantonade. C'est seulement plus tard, quand on aura pris conscience de l'entrelacement contradictoire de ces affaires, quand on aura recomposé la vue d'ensemble point par point, que l'on pourra commencer à aligner les revendications, définir des « *plateformes électorales* » et, pourquoi pas, voir émerger à nouveau des partis opposés capables de simplifier, de dramatiser, de concentrer les choix. Alors, mais alors seulement, il sera possible d'avoir « *un débat national* ». Mais prétendre sauter au débat *avant* la tâche de redescription multiforme, c'est se contenter d'un vaste sondage en abandonnant tout espoir de savoir sur quel territoire nous cherchons à atterrir.

Il n'est d'ailleurs pas nécessaire de remonter à 1789 pour voir, tout près de nous, l'expression passionnée des identités et des colères à un temps t se transformer peu à peu en une exploration plus ou moins angoissée, à un temps $t+1$, des attachements aux conditions de vie. Il suffit de considérer les deux années qu'il a fallu au Royaume-Uni pour passer de l'abstraction d'une question (« *Pour ou contre l'Europe ?* ») à la réalisation des innombrables liens dont chacun demande à être pesé pour lui-même – ce que la pratique si profondément antidémocratique d'un référendum bâclé ne permettait évidemment pas. Il s'agit enfin maintenant de camions, de droit des ouvriers, de législation, de Douvres et de Calais, de toute une matérialité qui remplace peu à peu les idées toutes faites sur l'identité anglaise. Avec le « *grand débat national* », nous nous trouvons à peu près au même point que le Brexit il y a deux ans : aussi mal emmanché qu'il soit, serons-nous capables de nous en servir pour accélérer la description de nos terrains de vie, pour rematérialiser à nouveau nos sujets de dispute ?

Ce qui nous désoriente, probablement, c'est que l'époque n'est plus à la seule recherche de l'autonomie. La généralisation de la crise qu'on ne peut plus appeler « *écologique* », puisqu'elle est une crise existentielle, une crise de subsistance, oblige à reposer la question de *l'hétéronomie* : de quoi dépendons-nous pour subsister, comment représenter ces nouveaux territoires d'appartenance, quels sont nos alliés et nos adversaires ? Ce qui est si surprenant, quand on prend la peine de lire les cahiers de doléances du passé, c'est cette étonnante capacité à décrire un paysage, un terroir, une économie et, en même temps, dans le même souffle, à pointer du doigt les injustices commises, à nommer précisément les ennemis et à suggérer les moyens de redresser ces injustices.

Parce que le nouveau régime climatique oblige à atterrir, il oblige aussi à décrire à nouveau les territoires⁷. Mais ce territoire n'est plus, comme jadis, un lieu borné que l'on peut surveiller du regard : il est défini, à l'inverse, par l'ensemble des êtres – humains et non humains – dont on a besoin pour subsister et dont la liste ne peut être dressée que par une enquête contradictoire menée collectivement. Ce territoire nouvellement dessiné, il s'agit ensuite de savoir si l'on est prêt à le défendre avec qui et contre qui. Impossible de s'épargner cette tâche préalable si l'on veut retrouver les capacités d'émancipation qui faisaient toute la puissance, jadis, de la quête collective d'autonomie. Rien à faire, il faut en passer par cette phase d'hétéronomie : nous dépendons d'une terre que nous ne savons pas encore décrire.

7 - Voir Bruno Latour, *Où atterrir ? Comment s'orienter en politique*, Paris, La Découverte, 2017.